



© TRUCES/ANNA

Laïcité et islam : des enjeux pédagogiques

La sociologie a parfois réduit la question des minoritaires à l'école à celle de l'inégalité sociale et structurelle. Les événements dramatiques que la France a subis ont mis le contexte culturel et les revendications identitaires au cœur de la réflexion. La prise en compte de la dimension culturelle dans les problématiques professionnelles par les enseignants et les éducateurs est l'un des défis actuels de l'éducation, de la laïcité, et de l'éducation à la laïcité.

Du bon usage de la laïcité

Longtemps, et à juste titre, la problématique des populations en difficulté scolaire a été analysée sous l'angle de leurs caractéristiques sociales et c'est sous cet aspect qu'était abordé le défi ethnique posé par les minorités. Si cela est toujours vrai, il faut cependant élargir absolument la réflexion et l'action éducatives en y intégrant l'aspect culturel et notamment religieux. La laïcité constitue le levier essentiel de cette nouvelle donne devant le constat récurrent aujourd'hui des personnes minorisées qui réagissent en affirmant leur différence culturelle, notamment sous la forme de la religion. Mais il faut être prudent et

rigoureux sur l'idée laïque que l'on active : celle qui est libérale car appuyée sur le droit et l'histoire ou celle, plus néo-républicaine, comme des politiques de divers horizons semblent finalement le penser ? La question de fond devenant : que permet dès lors la laïcité ? Le nouveau programme d'EMC est stimulant à cet égard, car il met l'accent sur la sensibilité des élèves et leur engagement. Il appelle les enseignants à sortir d'une posture de leçon, impliquant que les élèves suivent et mémorisent, pour se demander : comment faire, ici et maintenant, pour que mes élèves incorporent les valeurs communes de la laïcité et se les approprient ?



« La laïcité c'est la base des libertés fondamentales »

FRANÇOISE LORCERIE

Françoise Lorcerie est directrice de recherche émérite à l'IREMAM (Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman) au CNRS et à l'université d'Aix-Marseille. Elle est l'auteure, entre autres, de « L'école et le défi ethnique. Éducation et intégration » (2003, INRP-IFE, collection Actions Sociales/Confrontations). Elle a dirigé L'école et les valeurs. Charlie, et après (2015, revue Diversité n° 182).

En 2003, vous aviez décrit le défi posé par les « minoritaires » à l'école sans vous servir du concept de culture. Pourquoi ?

FL. Le gouvernement reconnaît les discriminations raciales en 1998. On se posait alors la question de comment répercuter cela dans les approches scolaires. L'idée était de faire comprendre aux acteurs de l'école qu'il y avait des gens moins égaux. On le savait pour les ouvriers, défavorisés par l'habitat, la nutrition, le travail, le loisir, etc. On s'interrogeait donc aussi sur l'inégalité de certaines catégories de jeunes scolarisés, les descendants d'immigrés, notamment que l'on percevait en difficulté et éloignés de l'école. L'aspect culturel n'était pas premier car l'on se basait sur l'inégalité sociale. C'était plutôt les processus de ségrégation et d'ethnisation qui cantonnaient ces publics à leur différence supposée. Je pense que c'était un défi porté à la profession : comment se fait-il que nous attribuons une altérité à des gens qui n'entendent pas être réduits à leur différence ?

Comment est-on passé d'une attitude « intégrationniste » à une situation où la différence, est devenue plus importante ?

FL. Aujourd'hui l'on met en avant l'islam comme un risque pour la

République. Il y a eu un moment de bascule dans l'opinion quand les hommes politiques et les médias s'en sont pris au port du voile dans les rues, les bâtiments publics et à l'école. C'est la presse magazine qui a mené cette campagne, les quotidiens, plus proches des réalités, étaient plus prudents. Avant, les problèmes de voile n'existaient guère. Il y avait juste eu un épisode conflictuel en lycée au printemps et à la

« La morale ne s'enseigne pas comme un "catéchisme". Il faut trouver d'autres postures pour faire partager les valeurs communes. »

rentrée 2003, provoqués par quelques enseignants. C'est l'année 2003, avec le rapport Baroin sur la « nouvelle laïcité », la commission Stasi, la mission Debré, qui a manifesté l'entrée en guerre du chiraquisme contre le voile. Ce qui fut inédit et qu'on n'a pas assez vu, c'est la réponse des concernés. Cette campagne a provoqué chez les jeunes le besoin de s'organiser en tant que minoritaires. C'est à cette époque qu'apparaissent des structures comme le CRAN (Conseil représentatif des associations noires) ou les Indigènes, dans un processus d'affirmation d'une identité post-coloniale. Dans les collèges et les lycées, l'islam devient plus présent. Des jeunes musulmans s'affirment dans le cadre de leur

religion, qui était, jusque là, un background culturel placé au second plan par rapport à la volonté de s'intégrer dans la société.

Les attentats en France, au nom d'un islam radicalisé, vous amènent-ils à reconsidérer votre approche ?

FL. Il y a effectivement une urgence à comprendre ce qui s'exprime dans la crispation autour de « Je suis Charlie », ou dans la demande d'être considéré comme « croyant ». Il faut une réflexion professionnelle sur ces questions : comment dois-je, en tant qu'enseignant, réagir sur ces questions ? La problématique de la laïcité est une voie de réponse si on la considère non comme un système d'obligations mais comme donnant des libertés. Ce qui peut aider les professionnels, ce sont les pistes

« La notion d'égalité, par exemple, n'est pas réalisée dans la vie quotidienne. Les élèves le savent bien. »

ouvertes par le nouvel enseignement moral et civique (EMC). La morale ne s'enseigne pas comme un « catéchisme ». Il faut trouver d'autres postures si l'on veut faire partager les valeurs communes, il faut que le background de chacun trouve à s'exprimer dans l'échange avec les autres, car l'EMC ne s'adresse pas au cerveau mais à ce

qui est ressenti, à ce qui est voulu, bref à la personne.

L'école a été placée au cœur du dispositif pour la diffusion et l'éducation aux valeurs de la République. Quel sens donner aujourd'hui à ces valeurs et à la laïcité ?

FL. On est sur une ambiguïté. Nous sommes grosso modo sortis de la référence à une « nouvelle laïcité » adossée à l'identité nationale comme sous les présidences Chirac et surtout Sarkozy. Mais la position de Vincent Peillon n'était pas très claire. Il a validé la Charte de la laïcité, qui met en avant le côté normatif du principe, ce qu'il interdit. Il faut connaître ce côté mais la pédagogie de la laïcité est plus vaste. Il est bien plus intéressant de savoir ce qu'elle autorise. Les jeunes adultes des milieux minoritaires le savent : la laïcité, selon le droit, c'est la base des libertés fondamentales, c'est ce qui crée un cadre où vivre ensemble avec nos différences et non malgré elles.

Comment faire vivre ce cadre avec les élèves ? Bien des enseignants ont du mal à l'envisager car ils restent sur une définition idéale des principes, sans en faire des bases de l'action. La notion d'égalité, par exemple, n'est pas réalisée dans la vie quotidienne. Les élèves le savent bien. **PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES CORTIE**

